Amendement

CF-127

Présenté par

M. Muet, M. Sapin, M. Emmanuelli, Mme Filippetti, M. Cahuzac, M. Eckert, M. Balligand, M. Baert, M. Bartolone, M. Launay, M. Nayrou, M. Carcenac, M. Goua, M. Idiart, M. Claeys, M. Jean-Louis Dumont, M. Bourguignon, M. Hollande, M. Moscovici, M. Lurel, M. Habib, M. Vergnier, M. Lemasle, M. Rodet, Mme Girardin

ARTICLE 1^{er}

Supprimer cet article.

EXPOSE DES MOTIFS

Cet article diminue fortement les recettes d'impôt de solidarité sur la fortune en révisant en profondeur son barème et ses taux.

Il constitue une nouvelle baisse de l'imposition sur le patrimoine des ménages les plus riches. Cet énième cadeau fiscal aux Français les plus aisés n'est pas acceptable et n'a absolument aucune justification.

En effet, l'entrée dans le barème de l'ISF est relevée à 1 300 000 euros, alors qu'elle était jusqu'à présent à 790 000 euros. Le nombre de tranche de cet impôt est abaissé de 6 à 2 et les taux de ce barème sont aussi fortement réduits. La progressivité de cet impôt est donc totalement détruite.

En outre, la suppression affichée du « bouclier fiscal » est un leurre. Outre le fait que ce dispositif continuera à coûter budgétairement aux finances publiques jusqu'en 2013, l'économie attendue de sa suppression future atteint à peine la moitié du coût de la diminution de l'ISF.

Cette fausse réforme de la fiscalité du patrimoine constitue donc un cadeau fiscal de fin de législature, après ceux contenus dans la loi TEPA d'août 2007.

Pour toutes ces raisons, il convient donc de supprimer cet article.

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011

(N°3406)

CF. 15

Amendement

Présenté par Daniel GARRIGUE

Article premier

Rédiger ainsi cet article :

Dans le cadre de la loi de finances pour 2012, le Gouvernement proposera des dispositions instituant un impôt déclaratif annuel sur l'ensemble du patrimoine dont le rendement ne pourra pas être inférieur au rendement de l'impôt sur la fortune au titre de l'année 2010.

EXPOSE SOMMAIRE :

L'assiette de l'impôt sur la fortune est certes très discutable. Par contre, il est normal que ceux qui détiennent un patrimoine important contribuent de façon significative aux charges publiques.

Il faut, d'autre part, si l'on prétend rétablir les finances publiques, mettre un terme à la destruction de l'impôt et de la ressource publique.

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011 - (n° 3406)

Amendement

CF-141

Présenté par

M. Muet, M. Sapin, M. Emmanuelli, Mme Filippetti, M. Cahuzac, M. Eckert, M. Baert,
M Balligand, M. Bartolone, M. Launay, M. Nayrou, M. Carcenac, M. Goua, M. Idiart,
M. Claeys, M. Jean-Louis Dumont, M. Bourguignon, M. Hollande, M. Moscovici,
M. Lurel, M. Habib, M. Vergnier, M. Lemasle, M. Rodet, Mme Girardin

ARTICLE 1er

Après le ^{premier} ~~premier~~ alinéa de cet article, insérer l'alinéa suivant :

AA. L'article 885 H. du code général des impôts est abrogé.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet article du code général des impôts permet d'exonérer d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) à concurrence de trois quarts de leur valeur, les biens ruraux loués par bail rural à long terme, les parts détenues de groupements forestiers, de groupements fonciers agricoles et de groupements agricoles fonciers.

Dans le contexte actuel, cette disposition n'a aucune justification. Elle permet à des contribuables très aisés de réduire très fortement leur imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune. Ce dispositif fiscal constitue ainsi une réduction importante de l'assiette d'imposition à l'ISF. Il coûte 52 millions d'euros en 2011 au budget de l'État.

Dans la période de crise économique et sociale que nous connaissons, demander un effort mesuré à cette catégorie de contribuables est donc une mesure de justice. Elle se situe à l'opposé de celle du gouvernement et de la majorité qui réduisent fortement l'ISF des plus riches en le faisant financer par l'ensemble des Français en creusant l'endettement public.

Pour toutes ces raisons, il convient de supprimer cette disposition.

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011 - (n° 3406)

Amendement

CF-142

Présenté par

M. Muet, M. Sapin, M. Emmanuelli, Mme Filippetti, M. Cahuzac, M. Eckert, M. Baert, M Balligand, M. Bartolone, M. Launay, M. Nayrou, M. Carcenac, M. Goua, M. Idiart, M. Claeys, M. Jean-Louis Dumont, M. Bourguignon, M. Hollande, M. Moscovici, M. Lurel, M. Habib, M. Vergnier, M. Lemasle, M. Rodet, Mme Girardin

ARTICLE 1er

Après le ^{Pellucide} ~~premier~~ alinéa de cet article, insérer l'alinéa suivant :

AA. L'article 885 I. du code général des impôts est abrogé.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet article du code général des impôts permet d'exonérer totalement d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) les objets d'antiquités, d'art ou de collection ainsi que les droits de la propriété industrielle ou artistiques des inventeurs ou des auteurs.

Dans le contexte actuel, cette disposition n'a aucune justification. Elle permet à des contribuables très aisés de ne pas être imposés à l'impôt de solidarité sur la fortune sur ce type de biens. Ce dispositif fiscal constitue ainsi une exemption d'assiette ne rentrant pas dans la base d'imposition à l'ISF.

Dans la période de crise économique et sociale que nous connaissons, demander un effort mesuré aux contribuables les plus aisés est donc une mesure de justice. Cette mesure se situe à l'opposée de celle du gouvernement et de la majorité qui réduisent fortement l'ISF des plus riches en le faisant financer par l'ensemble des Français en creusant l'endettement public.

Pour toutes ces raisons, il convient de supprimer cette disposition.

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011

N° 3406

Amendement

Présenté par Marc Le Fur, ~~Jean-Louis Borloo, René Couaneu, Jean-Pierre Decool, Nicolas Dhuicq, Marianne Dubois, Jean-Pierre Dupont, Yannick Eavennee, Nicolas Forissier, Christian Guilloteau, Françoise Hostalier, Alain Joyandet, Thierry Lazaro, Jean-Marc Lefranc, Daniel Mach, Patrice Martin-Lalande, Pierre Morel-a-Huissier, Frédéric Reiss, Lionel Tardy, Christian Vanneste, Patrice Verchère, Michel Zunkeller.~~

Article 1^{er}

~~Après l'article 18~~

Après le premier alinéa, insérer ^{l'} deux alinéas ^{suivants} ainsi rédigés :

~~Le code général des impôts est ainsi modifié :~~

1. Les deux premiers alinéas de l'article 885 I sont supprimés.

EXPOSE SOMMAIRE

Cet amendement vise à assujettir les œuvres d'art à l'Impôt de la Solidarité sur la Fortune pour plus de justice fiscale. Il est en effet plus équitable que ces biens soient assujettis à l'Impôt de la Solidarité sur la Fortune. Ceci pour trois raisons principales : ces biens appartiennent, par définition, aux plus fortunés. Ce sont des investissements non productifs qui ont un impact économique quasiment nul. Enfin, l'investissement dans des œuvres d'art est parfois un biais pour échapper à l'imposition. Alors que la résidence principale ne bénéficie que d'un abattement de 30%, on ne peut accepter que soit maintenu une exonération totale pour les œuvres d'art. Cela mettra fin à une exception qui date de l'impôt sur les grandes fortunes et qui fut voulue par Monsieur Fabius.

ASSEMBLÉE NATIONALE

CF-89

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011 (N°3406)

AMENDEMENT N°

présenté par Charles de Courson, Philippe Vigier et Nicolas Perruchot

Article 1^{er}

I- Après l'alinéa 1, les alinéas suivants sont insérés :

AA- Après l'article 885 I *ter* du code général des impôts, il est inséré un article ainsi rédigé :

1. Est exonéré à hauteur de 75% le produit perçu, par le redevable, de la cession d'une petite et moyenne entreprise en contrepartie de sa souscription au capital initial ou aux augmentations de capital, en numéraire ou en nature par apport de biens nécessaires à l'exercice de l'activité, à l'exception des actifs immobiliers et des valeurs mobilières, d'une autre petite et moyenne entreprise .

2. L'exonération du 1. ne peut s'appliquer qu'une seule fois dans l'année qui suit la cession.

3. Les petites et moyennes entreprises mentionnées au premier alinéa sont celles visées à l'article 51 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie.

II- La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par l'instauration d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Exposé des motifs

Le présent amendement propose de revoir le régime fiscal qui prévaut à l'occasion de la vente d'une PME.

En effet, afin de favoriser l'émergence d'un tissu de PME robuste et dynamique à l'image du *Mittelstand* allemand, leur cession au plan national ne doit pas être découragée.

Aussi, il est proposé d'appliquer, pour le calcul de la cotisation d'ISF, un abattement de 75% sur le produit de la vente d'une PME lorsque ce produit est réemployé pour développer une nouvelle PME.

Les entreprises concernées sont les PME au sens de la loi de modernisation de l'économie (employant moins de 250 personnes et ayant un chiffre d'affaires annuel qui n'excède pas 50 millions d'euros ou un total de bilan qui n'excède pas 43 millions d'euros).

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011 - (n° 3406)

Amendement

CF-143

Présenté par

M. Muet, M. Sapin, M. Emmanuelli, Mme Filippetti, M. Cahuzac, M. Eckert, M. Baert, M. Balligand, M. Bartolone, M. Launay, M. Nayrou, M. Carcenac, M. Goua, M. Idiart, M. Claeys, M. Jean-Louis Dumont, M. Bourguignon, M. Hollande, M. Moscovici, M. Lurel, M. Habib, M. Vergnier, M. Lemasle, M. Rodet, Mme Girardin

ARTICLE 1er

~~Après l'article 885 I du code général des impôts, il est inséré :~~ rédigée ainsi l'article 2

~~■~~ L'article 885 I bis. du code général des impôts est abrogé.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet article du code général des impôts permet d'exonérer d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) à concurrence de la moitié de leur valeur, les parts ou actions, de sociétés ayant une activité commerciale, artisanale, agricole ou libérale, qui font l'objet d'un engagement collectif de conservation.

Dans le contexte actuel, cette disposition n'a aucune justification. Elle permet à des contribuables très aisés de réduire très fortement leur imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune. Ce dispositif fiscal constitue ainsi une réduction importante de l'assiette d'imposition à l'ISF. Il coûte 132 millions d'euros en 2011 au budget de l'Etat.

Dans la période de crise économique et sociale que nous connaissons, demander un effort mesuré aux contribuables les plus aisés est donc une mesure de justice. Cette mesure se situe à l'opposée de celle du gouvernement et de la majorité qui réduisent fortement l'ISF des plus riches en le faisant financer par l'ensemble des Français en creusant l'endettement public.

Pour toutes ces raisons, il convient de supprimer cette disposition.

Amendement

CF 144

Présenté par

M. Muet, M. Sapin, M. Emmanuelli, Mme Filippetti, M. Cahuzac, M. Eckert, M. Baert, M Balligand, M. Bartolone, M. Launay, M. Nayrou, M. Carcenac, M. Goua, M. Idiart, M. Claeys, M. Jean-Louis Dumont, M. Bourguignon, M. Hollande, M. Moscovici, M. Lurel, M. Habib, M. Vergnier, M. Lemasle, M. Rodet, Mme Girardin

ARTICLE 1er

~~Après le~~ *Leuxième* alinéa de cet article, insérer l'alinéa suivant :

Abis. L'article 885 I ter. du code général des impôts est abrogé.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet article du code général des impôts permet d'exonérer d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) les titres reçus en contrepartie de souscriptions au capital initial ou aux augmentations de capital de petites et moyennes entreprises (PME).

Dans le contexte actuel, cette disposition n'a aucune justification. Elle permet à des contribuables très aisés de réduire très fortement leur imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune. Ce dispositif fiscal constitue ainsi une réduction importante de l'assiette d'imposition à l'ISF. Il coûte 7 millions d'euros en 2011 au budget de l'Etat.

En outre, un autre dispositif permet de réduire très fortement son ISF en souscrivant au capital initial ou aux augmentations de capital de PME. Il s'agit du dispositif de réduction de d'impôt de solidarité sur la fortune de 50 % voté lors de loi TEPA. Il est déjà extrêmement avantageux pour ses utilisateurs. Il convient donc de limiter les dispositifs pour éviter l'optimisation fiscale en la matière.

Dans la période de crise économique et sociale que nous connaissons, demander un effort mesuré aux contribuables les plus aisés est donc une mesure de justice. Cette mesure se situe à l'opposée de celle du gouvernement et de la majorité qui réduisent fortement l'ISF des plus riches en le faisant financer par l'ensemble des Français en creusant l'endettement public.

Pour toutes ces raisons, il convient de supprimer cette disposition.

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011 - (n° 3406)

Amendement

CF-145

Présenté par

M. Muet, M. Sapin, M. Emmanuelli, Mme Filippetti, M. Cahuzac, M. Eckert, M. Baert, M Balligand, M. Bartolone, M. Launay, M. Nayrou, M. Carcenac, M. Goua, M. Idiart, M. Claeys, M. Jean-Louis Dumont, M. Bourguignon, M. Hollande, M. Moscovici, M. Lurel, M. Habib, M. Vergnier, M. Lemasle, M. Rodet, Mme Girardin

ARTICLE 1er

~~Après le premier alinéa de cet article, insérer l'alinéa suivant :~~

Rédigez ainsi l'alinéa 3 :

~~§~~ L'article 885 I quater. du code général des impôts est abrogé.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet article du code général des impôts permet à un contribuable de bénéficier d'un abattement de ¼ de la valeur réelle de ses placements dans une ou plusieurs entreprises, à la condition qu'il y exerce ou y ait exercé des fonctions de salarié ou mandataire social. Il exonère ainsi à due concurrence d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF).

Dans le contexte actuel, cette disposition n'a aucune justification. Elle permet à des contribuables très aisés de réduire très fortement leur imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune. Ce dispositif fiscal constitue ainsi une réduction importante de l'assiette d'imposition à l'ISF. Il coûte 119 millions d'euros en 2011 au budget de l'Etat.

Cette disposition appartient aux nombreux transferts fiscaux organisés par cette majorité entre l'ensemble des ménages et une petite fraction de contribuables redevables de l'impôt de solidarité sur la fortune, qui représentent moins de 2% des contribuables français.

Plus grave, cette exonération est accordée pour les titres détenus depuis plus de trois ans par un mandataire ou salarié qui quitte une entreprise pour partir en retraite. Très directement, ce dispositif vise les salariés et surtout les mandataires ayant acquis des titres à travers des mécanismes tels que les stock-options.

Dans la période de crise économique et sociale que nous connaissons, demander un effort mesuré aux contribuables les plus aisés est donc une mesure de justice. Cette mesure se situe à l'opposée de celle du gouvernement et de la majorité qui réduisent fortement l'ISF des plus riches en le faisant financer par l'ensemble des Français en creusant l'endettement public.

Pour toutes ces raisons, il convient de supprimer cette disposition.

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011 - (n° 3406)

Amendement

CF-146

Présenté par

M. Muet, M. Sapin, M. Emmanuelli, Mme Filippetti, M. Cahuzac, M. Eckert, M. Baert, M. Balligand, M. Bartolone, M. Launay, M. Nayrou, M. Carcenac, M. Goua, M. Idiart, M. Claeys, M. Jean-Louis Dumont, M. Bourguignon, M. Hollande, M. Moscovici, M. Lurel, M. Habib, M. Vergnier, M. Lemasle, M. Rodet, Mme Girardin

ARTICLE 1er

Après le ~~premier~~ ^{troisième} alinéa de cet article, insérer l'alinéa suivant :

66r . L'article 885 J. du code général des impôts est abrogé.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet article du code général des impôts exonère totalement d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) la valeur de capitalisation des rentes viagères constituées dans le cadre d'un plan d'épargne retraite populaire (PERP) ou d'une activité professionnelle, moyennant le versement de primes pendant une durée d'au moins quinze ans et dont l'entrée en jouissance est subordonnée à la cessation de l'activité professionnelle. Cette exonération est aussi valable pour le conjoint du souscripteur.

De plus, la durée de détention de quinze années ne s'applique pas pour les plans d'épargne retraite populaire et les plans d'épargne pour la retraite collectifs (PERCO) souscrits avant le 31 décembre 2010.

Dans le contexte actuel, cette disposition n'a aucune justification. Elle permet à des contribuables très aisés de ne pas être imposés à l'impôt de solidarité sur la fortune sur ce type de produits. Ce dispositif fiscal constitue ainsi une exemption d'assiette ne rentrant pas dans la base d'imposition à l'ISF.

Dans la période de crise économique et sociale que nous connaissons, demander un effort mesuré aux contribuables les plus aisés est donc une mesure de justice. Cette mesure se situe à l'opposée de celle du gouvernement et de la majorité qui réduisent fortement l'ISF des plus riches en le faisant financer par l'ensemble des Français en creusant l'endettement public.

Pour toutes ces raisons, il convient de supprimer cette disposition.

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011 - (n° 3406)

Amendement

CF - 147

Présenté par

M. Muet, M. Sapin, M. Emmanuelli, Mme Filippetti, M. Cahuzac, M. Eckert, M. Baert, M Balligand, M. Bartolone, M. Launay, M. Nayrou, M. Carcenac, M. Goua, M. Idiart, M. Claeys, M. Jean-Louis Dumont, M. Bourguignon, M. Hollande, M. Moscovici, M. Lurel, M. Habib, M. Vergnier, M. Lemasle, M. Rodet, Mme Girardin

ARTICLE 1er

Après le ~~quatrième~~ ^{troisième} alinéa de cet article, insérer l'alinéa suivant :

667. L'article 885 L. du code général des impôts est abrogé.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet article du code général des impôts stipule que les personnes physiques qui n'ont pas leur domicile fiscal en France ne sont pas imposables à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) sur leurs placements financiers.

Cette disposition n'a aucune justification. Elle permet à des contribuables très aisés et résidents à l'étranger de ne pas être imposés à l'impôt de solidarité sur la fortune sur ce type de produits. Ce dispositif fiscal constitue ainsi une exemption d'assiette ne rentrant pas dans la base d'imposition à l'ISF. Il coûte 88 millions d'euros en 2011 au budget de l'Etat.

Cette mesure est particulièrement choquante. S'ils détiennent des placements financiers en France, les non-résidents doivent être imposés dessus. Le gouvernement prévoit d'ailleurs une « Exit tax » à l'article 18 du présent collectif budgétaire pour taxer les plus-values latentes des contribuables qui transfèrent leur domicile fiscal hors de France.

Dans la période de crise économique et sociale que nous connaissons, demander un effort mesuré aux contribuables les plus aisés est donc une mesure de justice. Cette mesure se situe à l'opposée de celle du gouvernement et de la majorité qui réduisent fortement l'ISF des plus riches en le faisant financer par l'ensemble des Français en creusant l'endettement public.

Pour toutes ces raisons, il convient de supprimer cette disposition.

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011

(n° 3406)

CF-86 26

Amendement

présenté par M. Jérôme Cahuzac,
Président

ARTICLE 1^{er}

Après l'alinéa 3, insérer les deux alinéas suivants :

« B *bis*. Après la première phrase du second alinéa de l'article 885 S, il est inséré une phrase ainsi rédigée :

« Le montant de cet abattement ne peut excéder 300 000 euros. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'article 1^{er}, qui réforme l'ISF, propose notamment de supprimer la première tranche, conduisant à exonérer de l'imposition les contribuables détenteurs d'un patrimoine situé entre 800 000 euros et 1,3 million d'euros.

La suppression de la première tranche et la substitution à un barème progressif d'un barème à deux tranches, pour lequel un taux proportionnel s'appliquerait au premier euro, conduit à alléger sensiblement le poids de l'ISF.

Il est dès lors plus que jamais justifié de proposer un plafonnement de l'abattement de 30 % sur la résidence principale, qui avantage en réalité les patrimoines les plus élevés. Le présent amendement a donc pour objet de plafonner cet abattement à 300 000 euros.

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011 - (n° 3406)

Amendement

CF-148

Présenté par

M. Muet, M. Sapin, M. Emmanuelli, Mme Filippetti, M. Cahuzac, M. Eckert, M. Baert, M. Balligand, M. Bartolone, M. Launay, M. Nayrou, M. Carcenac, M. Goua, M. Idiart, M. Claeys, M. Jean-Louis Dumont, M. Bourguignon, M. Hollande, M. Moscovici, M. Lurel, M. Habib, M. Vergnier, M. Lemasle, M. Rodet, Mme Girardin

ARTICLE 1er

troisième
Après le ~~quatrième~~ alinéa de cet article, insérer l'alinéa suivant :

65. Au premier, trente-deuxième, trente-huitième et quarante-cinquième alinéas de l'article 885-O V bis. du code général des impôts, remplacer respectivement les mots : « 50 % » et « 45 000 euros », par les mots : « 25% » et « 25 000 euros ».

EXPOSE DES MOTIFS

Il est proposé par cet amendement, et comme y invite le rapport du Conseil des Prélèvements Obligatoire « Entreprises et niches fiscales et sociales », de ramener le taux de l'incitation à l'investissement en fonds propres dans les PME de 50% à 25% au titre de l'ISF, taux qui est celui retenu pour l'incitation existante au titre de l'Impôt sur le revenu. Il n'est en effet guère admissible que le taux d'incitation soit 2 fois plus élevé concernant l'ISF, impôt dû par 2% des contribuables les plus aisés, que concernant l'Impôt sur le revenu.

Parallèlement, il est proposé de limiter l'avantage au titre de ce dispositif à 25 000 euros, soit un niveau équivalent à celui existant pour les dispositifs au plafond les plus élevés en matière d'impôt sur le revenu (dispositif Outre-Mer notamment).

Comme le soulignait le rapport de la commission des finances consacré en 2009 à la question du financement des PME, le plafond actuel « permet à 95,4 % des redevables à l'ISF, soit ceux qui relèvent des quatre premières tranches du barème actuel, d'investir la totalité de l'impôt dû. En effet, les contribuables qui paient plus de 45 000 euros d'impôt sur la fortune relèvent des trois dernières tranches et ne représentent que 4,6 % de l'ensemble des assujettis à l'ISF ».

Le coût de ce dispositif est évalué à 661 millions d'euros en 2009, 768 millions d'euros en 2010, et encore 733 millions en 2011 contre 380 millions d'euros annoncés lors du vote de la loi en 2007. Il ne bénéficie qu'à 81 300 ménages.

En conséquence, il convient d'adopter le présent amendement.

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011 - (n° 3406)

Amendement

CF-149

Présenté par

M. Muet, M. Sapin, M. Emmanuelli, Mme Filippetti, M. Cahuzac, M. Eckert, M. Baert, M. Balligand, M. Bartolone, M. Launay, M. Nayrou, M. Carcenac, M. Goua, M. Idiart, M. Claeys, M. Jean-Louis Dumont, M. Bourguignon, M. Hollande, M. Moscovici, M. Lurel, M. Habib, M. Vergnier, M. Lemasle, M. Rodet, Mme Girardin

ARTICLE 1er

Après le ~~quatrième~~ *deuxième* alinéa de cet article, insérer ~~le~~ *les deux alinéas* suivants :

Bis. I.- Au premier, aliéna du I. de l'article 885-O V bis A. du code général des impôts, remplacer respectivement les mots : « 50 000 euros » et « 75 % », par les mots : « 25 000 euros » et « 25% ».

II.- Au deuxième alinéa du III. du même article, remplacer les mots : « 45 000 euros », par les mots : « 25 000 euros ».

EXPOSE DES MOTIFS

Il est proposé par cet amendement de ramener le taux de réduction d'impôt sur la fortune de 75 % à 25 % pour le versement de dons effectués au profit de fondations, d'entreprises d'insertion, d'établissements de recherches et d'associations, reconnus d'utilité publique.

Parallèlement, il est proposé de limiter l'avantage fiscal au titre de ce dispositif à 25 000 euros au lieu de 50 000 actuellement, c'est-à-dire à un niveau équivalent à celui existant pour les dispositifs au plafond les plus élevés en matière d'impôt sur le revenu (dispositif Outre-Mer notamment).

Le taux de 25% et le plafond de 25 000 euros sont ceux retenus en cohérence avec un amendement précédent pour l'incitation à souscriptions au capital de PME. Il est en effet choquant que le taux d'incitation et le plafond soient actuellement plus élevés pour les dons que pour l'investissement dans une PME.

Par ailleurs, l'ISF est un impôt dû par 2% des contribuables les plus aisés, il n'est pas justifié que l'on puisse à travers cette niche fiscale très généreuse, le réduire aussi fortement.

Le coût de ce dispositif est évalué à 51 millions d'euros en 2009, 70 millions d'euros en 2010, et encore 70 millions en 2011. Il ne bénéficie qu'à 27 500 ménages.

En conséquence, il convient d'adopter le présent amendement.

AMENDEMENT

Présenté par

Jean-Claude SANDRIER, Jean-Pierre BRARD,

CF-77

ARTICLE 1

Supprimer les alinéas 5 à 7.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Alors que le gouvernement se fait le chantre du respect de l'équilibre budgétaire et de la lutte contre les déficits, faisant, par la même, reposer la quasi-totalité de sa politique régressive d'austérité sur les classes moyennes et les couches les plus défavorisées, il se saisit du projet de loi de finances rectificative pour accorder de nouveaux cadeaux aux plus riches.

Le changement de barème ainsi que l'instauration de nouveaux taux (0,25% pour les patrimoines compris entre 1 300 000 et 3 000 000 et 0,5% pour les patrimoines supérieurs à 3 000 000) impactent grandement le budget de l'Etat avec une perte en 2011 de 400 millions d'euros et en 2012 une perte d'1,8 milliard d'euros.

Le présent amendement vise à maintenir le plafond à partir duquel un contribuable est assujéti à l'impôt de Solidarité sur la Fortune. Toute réduction de l'assiette de l'ISF serait inacceptable et socialement injuste, c'est pourquoi nous proposons la suppression des alinéas 5 à 7.

AMENDEMENT

CF-78

Présenté par
Jean-Claude SANDRIER, Jean-Pierre BRARD

ARTICLE 1

Supprimer les alinéas 8 et 9.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Alors que le gouvernement prétend revenir sur l'injustice fiscale dont il était le seul responsable par l'abrogation du bouclier fiscal, il se sert en fait du PLFR pour modifier radicalement l'ISF et ainsi augmenter une fois de plus les cadeaux réservés aux plus riches. Cette modification de l'ISF, en plus d'être socialement injuste, amputera le budget de l'Etat d' 1,8 milliard d'euros.

Les alinéas 8 et 9 participent de cette dénaturation de l'ISF. Le présent amendement vise à revenir sur la formule de réduction du montant de l'ISF et participe du rétablissement de la justice fiscale.

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011 - (n° 3406)

Amendement

CF-150

Présenté par

M. Muet, M. Sapin, M. Emmanuelli, Mme Filippetti, M. Cahuzac, M. Eckert, M. Baert, M. Balligand, M. Bartolone, M. Launay, M. Nayrou, M. Carcenac, M. Goua, M. Idiart, M. Claeys, M. Jean-Louis Dumont, M. Bourguignon, M. Hollande, M. Moscovici, M. Lurel, M. Habib, M. Vergnier, M. Lemasle, M. Rodet, Mme Girardin

ARTICLE 1er

I.- Le sixième alinéa de cet article est ainsi rédigé :

Fraction de la valeur nette taxable du patrimoine	Tarif applicable en (%)
N'excédant pas 790 000 €	0
Supérieure à 790 000 € et inférieure ou égale à 1 290 000	0,55
Supérieure à 1 290 000 € et inférieure ou égale à 2 530 000 €	0,75
Supérieure à 2 530 000 € et inférieure ou égale à 3 980 000 €	1
Supérieure à 3 980 000 € et inférieure ou égale à 7 600 000 €	1,30
Supérieure à 7 600 000 € et inférieure ou égale à 16 540 000 €	1,65
Supérieure à 16 540 000 €	1,80

II.- Le septième, huitième, neuvième, dixième, onzième, douzième et treizième alinéas de cet article sont supprimés.

EXPOSE DES MOTIFS

Cet amendement de repli maintient le barème actuel de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). En effet, il n'est absolument pas justifié de baisser très fortement cet impôt dû par 2% des contribuables français (562 000) les plus aisés.

Par le présent amendement, l'entrée dans le barème de l'ISF est maintenue à 790 000 euros et le nombre de tranche de cet impôt est également maintenu à 6. Ainsi, la progressivité de cet impôt est conservée.

CF-150 suite

Cette fausse réforme de la fiscalité du patrimoine constitue une nouvelle baisse de l'imposition sur le patrimoine des ménages les plus riches. Cet énième cadeau fiscal de près de deux milliards, après celui de la loi TEPA d'août 2007, n'est pas acceptable.

Ce projet n'est pas financé et va contribuer à creuser l'endettement de notre pays, qui une fois de plus sera financé par l'ensemble des Français et notamment les plus modestes pour le bénéfice d'une infime minorité de privilégiés.

Pour toutes ces raisons, il convient donc d'adopter le présent amendement.

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011 - (n° 3406)

Amendement

CF-151

Présenté par

M. Muet, M. Sapin, M. Emmanuelli, Mme Filippetti, M. Cahuzac, M. Eckert, M. Baert, M. Balligand, M. Bartolone, M. Launay, M. Nayrou, M. Carcenac, M. Goua, M. Idiart, M. Claeys, M. Jean-Louis Dumont, M. Bourguignon, M. Hollande, M. Moscovici, M. Lurel, M. Habib, M. Vergnier, M. Lemasle, M. Rodet, Mme Girardin

ARTICLE 1er

I.- Au sixième alinéa de cet article, remplacer dans le tableau, le chiffre : « 1 300 000 », par le chiffre : « 790 000 ».

II.- Supprimer les septième, huitième et neuvième alinéas de cet article.

EXPOSE DES MOTIFS

Ce second amendement de repli maintien une entrée dans le barème de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) à 790 000 euros. En effet, il n'est absolument pas justifié de baisser très fortement cet impôt dû par 2% des contribuables français (562 000) les plus aisés en relavant son entrée à 1 300 000 euros.

Il faut rappeler que la valeur de la résidence principale fait déjà l'objet d'un abattement de 30 %. L'entrée effective dans le barème pour des résidences immobilières se situe donc au delà d'un million d'euros. Il n'est absolument pas justifié d'exonérer d'impôt de solidarité sur la fortune en dessus de ce montant.

Cette fausse réforme de la fiscalité du patrimoine proposée par le Président de la République constitue une nouvelle baisse de l'imposition sur le patrimoine des ménages les plus riches. Cet énième cadeau fiscal de près de deux milliards, après celui de la loi TEPA d'août 2007, n'est pas acceptable.

Ce projet n'est pas financé et va contribuer à creuser l'endettement de notre pays, qui une fois de plus sera financé par l'ensemble des Français et notamment les plus modestes pour le bénéfice d'une infime minorité de privilégiés.

Pour toutes ces raisons, il convient donc d'adopter le présent amendement.

AMENDEMENT

présenté par

M. Lamour

ALFR n° 3406

ARTICLE PREMIER

I. - Rédiger ainsi le I, C :

«

Alinéas 4 → 3

C. L'article 885 U est ainsi rédigé :

Art. 885 U.- I.- 1. L'impôt est calculé sur l'ensemble de la valeur nette taxable du patrimoine (P) selon le tarif suivant :

Valeur nette taxable du patrimoine	Tarif applicable (%)
Egale ou supérieure à 1 400 000 € et inférieure à 3 000 000 €	0,25
Egale ou supérieure à 3 000 000 €	0,50

Le montant de l'impôt calculé selon le tarif prévu au I est réduit à 1 500 € pour les redevables dont le patrimoine net taxable est égal à 1 400 000 € et de moitié pour les redevables dont le patrimoine net taxable est égal à 3 000 000 €.

2. Pour les redevables dont le patrimoine a une valeur nette taxable (P) mentionnée aux deuxième et troisième lignes de la première colonne du tableau ci-dessous, le montant de l'impôt calculé selon le tarif prévu au tableau du I est réduit d'une somme calculée en appliquant, respectivement, les formules mentionnées aux deuxième et troisième lignes de la seconde colonne de ce tableau.

Valeur nette taxable du patrimoine	Réduction du montant de l'imposition
Egale ou supérieure à 1 400 000 € et inférieure à 1 500 000 €	30 000€ - (8 x 0,25 % P)
Egale ou supérieure à 3 000 000 € et inférieure à 3 200 000 €	120 000 € - (7,5 x 0,50 % P)

»

II. - Les pertes de recette pour l'Etat sont compensées à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La sortie de la résidence principale du calcul de l'ISF, solution la plus satisfaisante fiscalement, devra faire l'objet d'un débat lors d'une réflexion approfondie sur la fiscalité.

Dans l'attente d'un tel débat, la suppression de la première tranche de l'ISF permettra de corriger

certaines des dysfonctionnements les plus évidents de cet impôt.

La fixation de l'entrée de barème à 1 300 000 euros ne tient néanmoins que partiellement compte de la situation de villes comme Paris, où les prix de l'immobilier doivent conduire le législateur à raisonner sur la base d'un seuil de déclenchement plus élevé.

Cet amendement fixe à 1 400 000 euros, au lieu des 1 300 000 prévus par le Gouvernement, l'entrée de barème de l'ISF, et modifie en conséquence le mécanisme de décote, appliqué jusqu'à 1 500 000 euros, pour lisser l'effet de seuil lié à la taxation au premier euro.

ASSEMBLÉE NATIONALE

XX mai 2011

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011 (n° 3406)

AMENDEMENT

N°XX

présenté par
Mme Chantal Brunel-----
ARTICLE 1^{er}

I.- À la deuxième ligne de la première colonne du tableau de l'alinéa 6, à l'alinéa 7 et à l'alinéa 47, substituer au montant : « 1 300 000 € » le montant « 1 000 000 € ».

II.- En conséquence, à l'alinéa 7, substituer au montant : « 1 500 € » le montant : « 250 € ».

III.- En conséquence, substituer à la première ligne du tableau de l'alinéa 9 la ligne suivante :

Égale ou supérieure à 1 000 000 € et inférieure à 1 400 000 €	7 250 € - (2 X 0,25 P)
---	------------------------

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le seuil d'entrée à 1.3 million d'euros - abattement de 30% sur la résidence principale inclus - suppose que cette dernière présente un coût estimé de 1.7 millions d'euros, ce qui concerne de fait une catégorie extrêmement aisée de la population.

Cet amendement, en abaissant le seuil d'entrée à 1 million et en introduisant un dispositif de lissage spécifique pour les patrimoines nets taxables situés entre 1 et 1,4 million d'euros, fixerait le nombre de contribuables exonérés d'ISF à 120 000 contribuables contre 300 000 contribuables exonérés dans le scénario gouvernemental, ce qui permettrait à l'Etat une économie qui peut être évaluée à 240 millions d'euros par rapport au barème proposé par l'article 1^{er}. Il a donc pour objectif de diminuer le danger d'un message négatif pour nos électeurs, et d'asseoir un équilibre plus juste entre la volonté du Gouvernement d'introduire une plus grande justice fiscale d'une part, et la nécessité de ne pas affecter d'autant plus les recettes de l'Etat de l'autre.

XX mai 2011

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011 (n° 3406)

AMENDEMENT

N°XX

présenté par
Mme Chantal Brunel-----
ARTICLE 1^{er}

I.- À la deuxième ligne de la première colonne du tableau de l'alinéa 6, à l'alinéa 7 et à l'alinéa 47, substituer au montant : « 1 300 000 € » le montant « 1 100 000 € ».

II.- En conséquence, à l'alinéa 7, substituer au montant : « 1 500 € » le montant : « 500 € ».

III.- En conséquence, substituer à la première ligne du tableau de l'alinéa 9 la ligne suivante :

Égale ou supérieure à 1 100 000 € et inférieure à 1 400 000 €	10 500 € - (3 X 0,25 P)
---	-------------------------

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le seuil d'entrée à 1.3 million d'euros - abattement de 30% sur la résidence principale inclus - suppose que cette dernière présente un coût estimé de 1.7 millions d'euros, ce qui concerne de fait une catégorie extrêmement aisée de la population.

Cet amendement, en abaissant le seuil d'entrée à 1,1 million d'euros et en introduisant un dispositif de lissage spécifique pour les patrimoines nets taxables situés entre 1 et 1,4 million d'euros, fixerait le nombre de contribuables exonérés d'ISF à 180 000 contre 300 000 contribuables exonérés dans le scénario gouvernemental, ce qui permettrait à l'Etat une économie qui peut être évaluée à 160 millions d'euros par rapport au barème proposé par l'article 1^{er}. Il a donc pour objectif de diminuer le danger d'un message négatif pour nos électeurs, et d'asseoir un équilibre plus juste entre la volonté du Gouvernement d'introduire une plus grande justice fiscale d'une part, et la nécessité de ne pas affecter d'autant plus les recettes de l'Etat de l'autre.

ASSEMBLÉE NATIONALE

XX mai 2011

CF-45

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011 (n° 3406)

AMENDEMENT

N°XX

présenté par
Mme Chantal BrunelARTICLE 1^{er}

Après la troisième ligne du tableau de l'alinéa 6, insérer la ligne suivante :

Égale ou supérieure à 16 000 000 €	0,75
------------------------------------	------

EXPOSÉ SOMMAIRE

-Création d'une nouvelle tranche au barème de l'ISF pour les patrimoines dont la valeur nette taxable dépasse 16 millions d'euros : fixation d'un taux de 0,75 %.

-Selon les données relatives à l'ISF 2009, le nombre de contribuables dont le patrimoine est supérieur à 16,48 millions d'euros (niveau de la dernière tranche actuelle du barème de l'ISF) est de l'ordre de 1 600.

-À noter que ce taux de 0,75 % ne conduirait pas à alourdir l'ISF des contribuables concernés par rapport à l'ISF actuel : il l'alourdirait simplement par rapport à l'imposition qu'ils devraient acquitter dans l'hypothèse où ils seraient soumis à un taux de 0,5 % (scénario gouvernemental).

	ISF actuel	ISF à 0,5 %	ISF à 0,75 %
Patrimoine net de 15 000 000	210265	80000	120000
Patrimoine net de 16 000 000	228265	85000	127500
Patrimoine net de 17 000 000	282265	100000	150000
Patrimoine net de 20 000 000	372265	125000	187500
Patrimoine net de 25 000 000	462265	150000	225000
Patrimoine net de 30 000 000	642265	200000	300000
Patrimoine net de 40 000 000	210265	80000	120000

CF-8 rectifié

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011

(n° 3406)

Amendement

présenté par MM. Hervé Mariton et Marc Le Fur

Et les députés Bernard Debré, Philippe Cochet, Jean-Pierre Decool, Nicolas Dhuicq, Nicolas Forissier, Alain Joyandet, Etienne Pinte, Jacques Remiller, Lionel Tardy, René-Paul Victoria

Article 1^{er}

I. Après l'alinéa 13, insérer l'alinéa suivant :

« CA. Après les mots : « montant de », la fin de l'alinéa unique de l'article 885 V est ainsi rédigée : « 300 euros par personne à charge au sens de l'article 193 *ter*. La somme de 300 euros est divisée par deux lorsqu'il s'agit d'un enfant réputé à charge égale de l'un et de l'autre de ses parents. En cas d'imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune, une réduction de 300 euros est également appliquée du fait du conjoint. »

II. La perte de recettes pour l'Etat est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement ayant pour objet d'élargir le champ des personnes ouvrant droit à la réduction d'ISF pour personne à charge et de porter le montant de cette réduction par personne à charge de 150 euros à 300 euros.

En l'état actuel du droit, les personnes à charge ouvrant droit à la réduction d'ISF sont uniquement les enfants âgés de moins de dix-huit ans et les personnes invalides. Rien ne justifie que les enfants poursuivant leurs études après 18 ans et rattachés au foyer fiscal et les autres personnes prises en charge par le contribuable n'ouvrent pas droit à réduction d'impôt. De même, il est légitime que le second membre du couple ouvre droit à cette même réduction.

CF- 8 suite
rect.

Par ailleurs, le montant de la réduction d'impôt n'avait jamais été actualisé depuis l'instauration de l'ISF en décembre 1988, à une époque où le seuil d'assujettissement était fixé à 4 millions de francs (un peu moins de 610 000 euros).

Dans la mesure où la disposition n'entrera en vigueur que pour l'ISF réformé à acquitter en 2012, elle ne devrait pas se traduire par un coût supplémentaire par rapport au coût actuel de cette réduction, qui est de l'ordre de 25 millions d'euros. En effet, plus de la moitié des redevables actuels de l'ISF n'y seront plus assujettis, et cette sortie d'une partie des redevables compensera la hausse de la réduction pour les autres redevables.

CF-9 rectifié

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011

(n° 3406)

Amendement

présenté par MM. Hervé Mariton et Marc Le Fur

Article 1^{er}

I. Après l'alinéa 13, insérer l'alinéa suivant :

« CA. Après les mots : « montant de », la fin de l'alinéa unique de l'article 885 V est ainsi rédigée : « 400 euros par personne à charge au sens de l'article 193 *ter*. La somme de 400 euros est divisée par deux lorsqu'il s'agit d'un enfant réputé à charge égale de l'un et de l'autre de ses parents. »

II. La perte de recettes pour l'Etat est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement ayant pour objet d'élargir le champ des personnes ouvrant droit à la réduction d'ISF pour personne à charge et de porter le montant de cette réduction par personne à charge de 150 euros à 400 euros.

En l'état actuel du droit, les personnes à charge ouvrant droit à la réduction d'ISF sont uniquement les enfants âgés de moins de dix-huit ans et les personnes invalides. Rien ne justifie que les enfants poursuivant leurs études après 18 ans et rattachés au foyer fiscal et les autres personnes prises en charge par le contribuable n'ouvrent pas droit à réduction d'impôt.

Par ailleurs, le montant de la réduction d'impôt n'avait jamais été actualisé depuis l'instauration de l'ISF en décembre 1988, à une époque où le seuil d'assujettissement était fixé à 4 millions de francs (un peu moins de 610 000 euros).

Dans la mesure où la disposition n'entrera en vigueur que pour l'ISF réformé à acquitter en 2012, elle ne devrait pas se traduire par un coût supplémentaire par rapport au coût actuel de cette réduction, qui est de l'ordre de 25 millions d'euros. En effet, plus de la moitié des redevables actuels de l'ISF n'y seront plus assujettis, et cette sortie d'une partie des redevables compensera la hausse de la réduction pour les autres redevables.

CF 10 rectifié

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011

(n° 3406)

Amendement

présenté par MM. Hervé Mariton et Marc Le Fur

Article 1^{er}

I. Après l'alinéa 13, insérer l'alinéa suivant :

« CA. Après les mots : « montant de », la fin de l'alinéa unique de l'article 885 V est ainsi rédigée : « 300 euros par personne à charge au sens de l'article 193 *ter*. La somme de 300 euros est divisée par deux lorsqu'il s'agit d'un enfant réputé à charge égale de l'un et de l'autre de ses parents. »

II. La perte de recettes pour l'Etat est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement ayant pour objet d'élargir le champ des personnes ouvrant droit à la réduction d'ISF pour personne à charge aux enfants majeurs poursuivant leurs études et aux autres personnes prises en charge par le contribuable et de porter le montant de cette réduction par personne à charge de 150 euros à 300 euros.

Dans la mesure où la disposition n'entrera en vigueur que pour l'ISF réformé à acquitter en 2012, elle ne devrait pas se traduire par un coût supplémentaire par rapport au coût actuel de cette réduction, qui est de l'ordre de 25 millions d'euros. En effet, plus de la moitié des redevables actuels de l'ISF n'y seront plus assujettis, et cette sortie d'une partie des redevables compensera la hausse de la réduction pour les autres redevables.

ASSEMBLÉE NATIONALE

CF 92

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011 (N°3406)

AMENDEMENT N°

présenté par Charles de Courson, Philippe Vigier et Nicolas Perruchot

Article 1^{er}

I- Remplacer l'alinéa 14 par les alinéas suivants :

« D. L'article 885 V bis est ainsi rédigé : »

« Article 885 V bis - L'impôt de solidarité sur la fortune du redevable ayant son domicile fiscal en France est réduit de la différence entre, d'une part, le total de cet impôt et des impôts dus en France et à l'étranger au titre des revenus et produits de l'année précédente, calculés avant imputation des crédits d'impôt et des retenues non libératoires, et, d'autre part, 70% du total des revenus nets de frais professionnels de l'année précédente après déduction des seuls déficits catégoriels dont l'imputation est autorisée par l'article 156, ainsi que des revenus exonérés d'impôt sur le revenu réalisés au cours de la même année en France ou hors de France et des produits soumis à un prélèvement libératoire. »

« Pour l'application du premier alinéa, lorsque l'impôt sur le revenu a frappé des revenus de personnes dont les biens n'entrent pas dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune du redevable, il est réduit suivant le pourcentage du revenu de ces personnes par rapport au revenu total. »

II- La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par l'instauration d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Exposé des motifs

Plusieurs arguments plaident en faveur d'un mécanisme de plafonnement.

D'abord, le plafonnement tel qu'instauré en 1988 répond à une règle constitutionnelle. Le Conseil constitutionnel a jugé, dans sa décision n° 2007-555 DC du 16 août 2007, que « l'exigence résultant de l'article 13 de la Déclaration de 1789 ne serait pas respectée si l'impôt revêtait un caractère confiscatoire ou faisait peser sur une catégorie de contribuables une charge excessive au regard de leurs facultés contributives ». Ainsi, le « plafonnement de la part des revenus d'un foyer fiscal affectée au paiement d'impôts directs, loin de méconnaître l'égalité devant l'impôt, tend à éviter une rupture caractérisée de l'égalité devant les charges publiques ». Une abrogation du mécanisme de plafonnement serait de fait inconstitutionnelle.

CF-92
(Suite)

En second lieu, le législateur doit prévoir le cas, certes à la marge, de contribuables notamment jeunes dépourvus de patrimoine qui hériteraient du patrimoine immobilier d'un ascendant.

L'objet du présent amendement est par conséquent de revenir au « plafonnement Rocard » à 70% (tel qu'amendé lors des débats parlementaires à l'époque).

AMENDEMENT

M. Brard, ~~Mme Billard~~, M. Sandrier

CF-79

ARTICLE 1

Supprimer l'alinéa 49.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'alinéa 49 de l'article 1 du projet de loi de finances rectificative pour 2011 a pour but de simplifier les modalités pour les redevables détenant un patrimoine inférieur à 3 000 000 d'euros.

Cette simplification des modalités déclaratives ouvre la voie, en raison d'omissions, d'erreurs, voir même de fraudes intentionnelles à une sous-déclaration de la valeur réelle du patrimoine des contribuables, ce qui fait peser le péril sur nos finances publiques, d'une baisse des ressources fiscales envisagées.

De plus, cette information est indispensable pour l'administration fiscale afin de connaître l'état du patrimoine des familles françaises.

Nous proposons donc de supprimer cet alinéa et de rétablir l'obligation de déclaration spécifique pour tous les assujettis à l'ISF.

ASSEMBLÉE NATIONALE

XX mai 2011

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011 (n° 3406)

AMENDEMENT

N°XX

présenté par
Mme Chantal Brunel*Article additionnel*
*Après l'*ARTICLE 1^{er}

I.

Après l'alinéa 3, insérer l'alinéa suivant :

« B bis. À la seconde phrase du premier alinéa du 1. du I., à la seconde phrase du 2. du III et au quatrième alinéa du V. de l'article 885-0 V *bis*, le nombre « 45 000 » est remplacé par le nombre : « 60 000 ». »

II.

La perte de recettes pour l'Etat est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du CGI.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le dispositif TEPA ISF/PME, d'un montant de collecte d'1 milliard d'€ par an, représente à l'heure actuelle une part significative du financement en capital des PME/PMI. Les 45 millions d'avantage fiscal dont bénéficient les contribuables de l'actuelle première tranche via l'investissement dans les PME (qui équivalent donc à un investissement à hauteur de 90 millions d'euros), et avancés par le Gouvernement, ne prennent en compte ni l'impact de la baisse de l'ISF sur les tranches supérieures, ni l'effet de levier générés par la hausse des fonds propres que permet le dispositif ISF/PME pour de très nombreuses entreprises. Si ces deux éléments étaient pris en compte, le montant de l'impact réel sur le financement des PME, issu de la modification des barèmes, pourrait atteindre au moins le double de la somme avancée par le Gouvernement (45 millions).

Or, aujourd'hui, du fait de la très grande sélectivité des banques – laquelle ne fera que s'accroître compte tenu de l'évolution des ratios prudentiels des banques au titre de Bâle III - , une potentielle

CF-41 rect (suite)

diminution de cette collecte aurait des conséquences extrêmement néfastes en terme de développement économique et de survie de très nombreuses PME. Par conséquent, le renforcement des fonds propres des PME est plus que jamais une urgence.

Cet amendement relève donc le plafond de l'avantage fiscal au titre du dispositif ISF-PME à 60 000 euros (investissement direct + intermédiés) afin d'inciter les particuliers à investir dans les PME et contrer les conséquences négatives mentionnés ci-avant.

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011

AMENDEMENT

présenté par Nicolas FORISSIER,
député.

Après l'article 1^{er}, insérer l'article suivant :

I.- Le 2 du II de l'article 885-O V bis du CGI est ainsi modifié comme suit :

2. En cas de non-respect de la condition de conservation prévue au premier alinéa du 1 par suite d'une fusion ou d'une scission au sens de l'article 817 A, l'avantage fiscal mentionné au I accordé au titre de l'année en cours et de celles précédant ces opérations n'est pas remis en cause si les titres reçus en contrepartie sont conservés jusqu'au même terme. Cet avantage fiscal n'est pas non plus remis en cause lorsque la condition de conservation prévue au premier alinéa du 1 n'est pas respectée par suite d'une annulation des titres pour cause de pertes ou de liquidation judiciaire.

En cas de non-respect de la condition de conservation prévue au premier alinéa du 1 du II en cas de cession pour quelque cause que ce soit, l'avantage fiscal mentionné au I accordé au titre de l'année en cours et de celles précédant ces opérations n'est pas non plus remis en cause si le prix de vente des titres cédés est intégralement réinvesti, dans un délai maximum de douze mois à compter de la cession, en souscription de titres de sociétés satisfaisant aux conditions mentionnées au 1 du I, sous réserve que les titres ainsi souscrits soient conservés jusqu'au même terme. Cette souscription ne peut donner lieu au bénéfice de l'avantage fiscal prévu au 1 du I.

II.- l'article 150-OB du CGI est complété par un alinéa ainsi rédigé :

Les dispositions de l'article 150-0 A ne sont pas applicables, au titre de l'année de la cession des titres ayant ouvert droit à la réduction d'impôt prévue à l'article 885-0 V bis, aux plus-values réalisées dans le cadre d'une opération de cession dans la mesure où le prix de cession est réinvesti dans les conditions prévues au 2 du II de l'article 885-0 V bis.

III.- L'article 210 B du CGI, rést complété par trois alinéas ainsi rédigés :

Les dispositions de l'article 210 A s'appliquent au titre de l'année de la cession des titres ayant ouvert droit à la réduction d'impôt prévue à l'article 885-0 V bis, aux plus-values réalisées dans le cadre d'une opération de cession dans la mesure où :

1. le prix de cession est réinvesti dans les conditions prévues au 2 du II de l'article 885-0 V bis.
2. La société cessionnaire prend l'engagement de calculer ultérieurement les plus-values de cession afférentes à ces mêmes titres par référence à la valeur que les biens cédés avaient, du point de vue fiscal, dans ses propres écritures.

IV.- La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

EXPOSE DES MOTIFS

CF-169 suite

La politique du gouvernement est d'opérer un transfert entre les fonds affectés à l'ISF et les PME, de façon à doper l'économie privée.

Pour bénéficier de la réduction d'ISF pour investissement dans les PME, le contribuable doit, notamment conserver les investissements pendant 5 ans, ou en cas de cession réinvestir la totalité du produit de la revente (y compris les plus values) dans des PME éligibles

Mais il faut souligner des effets pervers de la loi TEPA en ce qui concerne le financement de la création d'entreprise et plus particulièrement, en ce qui concerne l'obligation de conserver la participation pendant 5 ans.

En effet :

- 1) certains investissements doivent être cédés avant le délai de cinq ans et l'application d'une clause de sortie forcée n'est pas toujours possible (rachat par les fondateurs ou des FIP, FCPI déjà actionnaires dans le cadre de restructuration financière de la participation, par exemple)
- 2) une cession avant cinq ans et répondant aux conditions de non remise en cause de l'avantage fiscal génère une double obligation :
 - réinvestir le prix de vente dans une PME éligible dans les 12 mois
 - payer l'impôt sur les plus values correspondant.
- 3) le cas des holdings est encore plus délicat :

La holding va devoir payer l'impôt sur la plus value, ce qui est financièrement possible puisqu'elle a reçu du cash, mais alors comment réinvestir le prix de cession ?

La holding va devoir réinvestir l'intégralité du montant de la cession, par contre, elle va devoir trouver un financement complémentaire pour financer l'impôt à payer sur les plus values, puisque c'est bien l'intégralité du montant de la cession qui doit être réinvesti.

A défaut de réinvestissement, elle va devoir informer ses actionnaires de la sortie intervenue avant le délai de conservation de 5 ans, ceux ci vont donc perdre le bénéfice de la réduction initiale, mais seulement sur la partie qui correspond au ratio *investissement dans la société cédée / investissement total réalisé par la holding*, ce qui représente des comptes et des formalités complexes. De plus, les souscripteurs n'ont aucune garantie de retour en capital à l'échéance de leur participation dans la holding, les plus values constatées pouvant être compensées par des moins values sur d'autres investissements, les moins values pouvant même aller jusqu'à consommer le capital lui même.

Ces états de fait sont donc très pénalisants et génèrent des difficultés et retards dans les négociations d'ouverture du capital de nos PME avides de fonds propres

Aussi la solution simple consiste-t-elle à :

1. maintenir le bénéfice de la réduction d'ISF sous condition de emploi quelle que soit la cause de la cession
2. considérer que cette opération de réinvestissement est une opération intercalaire, la plus value dégagée étant en sursis d'imposition au sens de l'article 150-OB du CGI. Elle sera calculée et payée en fonction du prix de cession des titres réinvestis, le prix de revient correspondant au prix de souscription initial ayant généré la réduction d'ISF

ASSEMBLEE NATIONALE

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011
(1ère partie)

AMENDEMENT

CF-MO

présenté par
M. Olivier CARRÉ

ARTICLE ADDITIONNEL

le
APRES L'ARTICLE 4, insérer l'article suivant :

I : Dans le deuxième paragraphe du 2 du II de l'article 885-O V bis du code général des impôts, après les mots « prix de vente des titres cédés », sont insérés les mots : « diminué des impôts et taxes générées par cette cession, »

II : les pertes de recette pour l'Etat sont compensées à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

EXPOSE SOMMAIRE

Les règles actuelles de remploi des fonds « ISF-PME » d'un investisseur, impliquent que le détenteur des actions, dont la cession est envisagée par la loi, doit s'acquitter des impôts dus, notamment sur les plus-values, sans bénéficier du produit de la vente.

Il est proposé de corriger cette anomalie.

ASSEMBLEE NATIONALE

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011 (1ère partie)

AMENDEMENT

présenté par
M. Olivier CARRÉ

CF M2

ARTICLE ADDITIONNEL

APRES L'ARTICLE ~~1~~, insérer l'article suivant :

111

I : Le *ebis* du premier paragraphe de l'article 885-O V bis est ainsi modifié :

les mots « à la clôture de son premier exercice » sont remplacés par les mots « à la clôture de l'exercice qui suit la souscription ayant ouvert droit à la présente réduction ».

II : les pertes de recette pour l'Etat sont compensées à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

EXPOSE SOMMAIRE

L'expérience de l'amorçage et de l'investissement à risque montre que la contrainte actuelle de 2 salariés lors de la clôture de son premier exercice est trop contraignante. En effet, les fonds investis permettent souvent de réaliser justement les premières embauches, que la société soit déjà existante ou pas.

L'esprit qui a présidé à introduire cette contrainte est respecté puisque les effectifs sont comptabilisés à la clôture de l'exercice qui suit justement l'apport des investisseurs.

ASSEMBLEE NATIONALE

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011 (1ère partie)

AMENDEMENT

présenté par
M. Olivier CARRÉ

CF-M3

plc

APRES L'ARTICLE ~~1~~, insérer l'article suivant

I : A l'article 885-O V Bis du code général des impôts, alinéa b du titre I, insérer après les mots « applicables » les termes « les sociétés de capital-risque mentionnées à l'article 1er-1 de la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, et »

II : les pertes de recette pour l'Etat sont compensées à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

EXPOSE SOMMAIRE

Le statut des sociétés de capital risque, défini par la loi 85-695 est particulièrement adapté à l'activité de « business Angel ». Toutefois, ce véhicule qui n'est ni une holding, ni un fonds de placement, a été exclu du champ des investissements possibles autorisés pour bénéficier des avantages liés aux déductions Madelin ou TEPA ISF-PME.

Son activité est définie dans la loi et recoupe les domaines d'investissement vers lesquels le législateur souhaite orienter les fonds mis à disposition des TPE/PME.

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE
(n°3406)

Amendement

**présenté par M. Gilles Carrez,
Rapporteur général
au nom de la commission des finances**

Article additionnel

APRÈS L'ARTICLE PREMIER, insérer l'article suivant :

Dans le premier alinéa du I de l'article 885-0 V *bis* A du code général des impôts, le chiffre : « 50 000 » est remplacé par le chiffre : « 45 000 ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La loi de finances pour 2011 avait réduit le montant des réductions d'ISF dont peuvent bénéficier les personnes assujetties à cet impôt. Toutefois, l'abaissement du plafond des réductions de 50 000 à 45 000 euros n'a pas été effectué dans l'alinéa prévoyant une réduction pour dons, aboutissant au paradoxe qu'un assujetti à l'ISF peut bénéficier d'une réduction de 50 000 euros s'il mobilise uniquement la réduction liée aux dons et d'une réduction de 45 000 euros en cumulé s'il utilise conjointement la réduction liée aux dons et celle liée aux investissements dans des PME. Par conséquent, le présent amendement a pour objet de procéder à l'harmonisation de ces plafonds, en retenant un plafond unique de 45 000 euros.

ASSEMBLEE NATIONALE

Projet de loi de finances rectificative pour 2011

N°3406

CF_40

AMENDEMENT

présenté par

MM. Louis GISCARD D'ESTAING ~~et Etienne PINTÉ~~

Article additionnel après l'article 1er ~~(ou après l'article 16)~~

Après l'article 1er (ou après l'article 16), ajouter un article ainsi rédigé :

I- Au premier alinéa de l'article 885-0 V bis A du code général des impôts, remplacer le chiffre
50 000
par le chiffre
100 000

II- Les pertes de recette pour l'Etat ~~résultant du I~~ sont compensées par ~~le relèvement~~ à due
concurrence ~~des~~ droits mentionnés à l'article 1010 du code général des impôts.

la création
d'une taxe additionnelle aux

EXPOSE SOMMAIRE

Le projet de loi de finances rectificative pour 2011 réforme l'impôt de solidarité sur la fortune. La réforme de l'ISF conduit à exclure du champ de ce dispositif les donateurs compris dans la tranche 800 000€ - 1,3 million € ; lesquels représentent pourtant une source importante de financement en faveur des fondations.

Cette réforme risque de porter un coup d'arrêt à la **culture du don** que la loi TEPA a réussi à susciter en trois ans auprès des grands donateurs. Il serait pourtant important de consolider l'effet de cette dynamique qui est en train de s'installer en France et s'avère essentielle au financement des causes d'intérêt général, générant en 2010 plus de 80 millions d'euros pour le secteur des fondations.

CF A0 suite

Ce mécanisme contribue à transformer un impôt généralement impopulaire en un engagement de solidarité volontaire bien accepté : c'est cette disposition, qui réalise pleinement le projet même d'un impôt de solidarité sur la fortune, que le Centre français des fonds et fondations souhaite renforcer pour pallier l'impact sur la collecte de la réduction de l'assiette de l'impôt.

C'est pourquoi l'amendement propose de relever le plafond de déduction fiscale de l'ISF de 50.000 à 100.000€ pour tous les dons en faveur des fondations et œuvres d'intérêt général visées par la loi afin que les contribuables puissent faire **davantage pour la solidarité.**

ASSEMBLÉE NATIONALE

CF 90

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011 (N°3406)

AMENDEMENT N°

présenté par Charles de Courson et Nicolas Perruchot

ARTICLE ADDITIONNEL : *Après l'article 15, insérer l'article
suivant :*~~I- Après l'article 15, insérer l'article suivant :~~~~■~~ - Au premier alinéa de l'article 885-0 V bis A, le chiffre « 50 000 » par le chiffre « 75 000 »*est remplacé*

II- La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par l'instauration d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

EXPOSE SOMMAIRE

La réforme de l'ISF conduit à exclure du champ l'ISF les donateurs compris dans la première tranche (800 000€ - 1,3 million €) ; lesquels représentent pourtant une source importante de financement en faveur des fondations.

Cette réforme risque de porter un coup d'arrêt à la culture du don que la loi TEPA a réussi à susciter en trois ans auprès des grands donateurs. Il serait pourtant important de consolider l'effet de cette dynamique qui est en train de s'installer en France et s'avère essentielle au financement des causes d'intérêt général, générant en 2010 plus de 80 millions d'euros pour le secteur des fondations.

Ce mécanisme contribue à transformer un impôt généralement impopulaire en un engagement de solidarité volontaire bien accepté : c'est cette disposition, qui réalise pleinement le projet même d'un impôt de solidarité sur la fortune, que le Centre français des fonds et fondations souhaite renforcer pour pallier l'impact sur la collecte de la réduction de l'assiette de l'impôt.

C'est pourquoi l'amendement propose de relever le plafond de déduction fiscale de l'ISF de 50.000 à 75.000€ pour tous les dons en faveur des fondations et œuvres d'intérêt général visées par la loi afin que les contribuables puissent faire davantage pour la solidarité.

ASSEMBLEE NATIONALE

CF 58

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011
N° 3406

AMENDEMENT

présenté par
M. Michel BOUVARD
Député de la Savoie

ARTICLE ADDITIONNEL
APRES L'ARTICLE ~~16~~ PREMIER

I. - Au premier alinéa de l'article 885-0 V bis A du code général des impôts, remplacer le chiffre « 50 000 » par le chiffre « 60.000 ».

II. - Les pertes de recette pour l'Etat ~~résultant du I~~ sont compensées par ~~le relèvement~~ à due concurrence ~~des~~ droits mentionnés à l'article 1010 du code général des impôts.
la création d'une taxe additionnelle aux

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le projet de loi de finances rectificative pour 2011 réforme l'impôt de solidarité sur la fortune. La réforme de l'ISF conduit à exclure du champ de ce dispositif les donateurs compris dans la tranche 800 000€ - 1,3 million € ; lesquels représentent pourtant une source importante de financement en faveur des fondations.

Cette réforme risque donc de réduire le financement de bien des associations, fondations, etc.. Il serait pourtant important à l'inverse de consolider l'effet de cette dynamique qui est en train de s'installer en France et s'avère essentielle au financement des causes d'intérêt général, générant en 2010 plus de 80 millions d'euros pour le secteur des fondations.

Il semble donc nécessaire de pallier l'impact sur la collecte de la réduction de l'assiette de l'impôt. Il n'existe pas de statistiques spécifiquement liées au rapport "dons ISF/niveaux d'impositions". Il ressort cependant de travaux épars que les moyennes globales de dons ISF se situeraient généralement entre 1000 € et 2500 € selon les causes, mais que 80 % des dons se situeraient très en dessous. Autrement dit et à supposer que l'ensemble des donateurs de la première tranche ne soient motivés que par l'aspect fiscal et cessent leurs dons, ne resteraient désormais donateurs qu'un peu moins de 50 % des donateurs, mais incluant les 20 % les plus "généreux".

Pour compenser la disparition potentielle des dons en première tranche, dont le volume est difficile à déterminer, il suffirait donc a priori de relever légèrement le plafond de déduction fiscale. L'objet de cet amendement est donc de porter ce plafond de 50 à 60.000 €.

ASSEMBLEE NATIONALE
(1ère partie)

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011

Amendement

CF-121

présenté par Olivier CARRE

ARTICLE ADDITIONNEL
APRES L'ARTICLE 1, insérer L'article suivant :

- I. - Au IV de l'article 885-0 V *bis* A du code général des impôts, après les mots : « sur la fortune » sont insérés les mots : « prévue au 1 du I de l'article 885 W, ou fournies dans les trois mois suivant la date limite de dépôt de ladite déclaration, ».

- II. - Le I est applicable à compter de l'impôt de solidarité sur la fortune dû au titre de l'année 2011.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il s'agit de mettre en conformité les délais nécessaires à l'information de l'administration en ce qui concerne les « dons-ISF » et « l'ISF-PME » ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, au détriment du premier.

C'est une mesure de simplification.

AMENDEMENT

CF. 70

Présenté par
MM. Jean-Claude SANDRIER, Jean-Pierre BRARD,

Article 2

A la fin de l'article, remplacer le taux « 45% » par le taux « 50% ».

Exposé des motifs

Se justifie par son texte même.

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011

(n° 3406)

CF-29

Amendement

**présenté par M. Jérôme Cahuzac,
Président**

ARTICLE 3

Rédiger ainsi le premier alinéa de cet article :

« I.- Au deuxième alinéa de l'article 784 du code général des impôts, les mots :
« , à l'exception de celles passées depuis plus de six ans, » sont supprimés. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement propose de supprimer le délai de rappel des donations : il convient en effet de mettre un terme aux stratégies de transmission du patrimoine en franchise d'impôt, qui bénéficie essentiellement aux hauts patrimoines, compte tenu du niveau des abattements (159 000 euros en ligne directe).

Il est aujourd'hui possible pour un couple de transmettre tous les six ans 300 000 euros à chacun de ses enfants en franchise d'impôt.

La suppression du délai de rappel équivaut à une application sans condition de durée de la règle du « rapport fiscal », situation qui prévalait d'ailleurs avant 1992. Un enfant pourrait donc toujours bénéficier d'une donation de chacun de ses deux parents à hauteur de 300 000 euros en franchise d'impôt : en revanche, les éventuelles donations ultérieures, de même que les biens qui seront hérités lors de la succession, seraient soumis au barème des droits de mutation sans abattement, ceux-ci n'ayant plus vocation à se reconstituer après une certaine durée.

La suppression du délai de rappel s'appliquerait aux donations consenties à compter du 1^{er} mars 2011, proposée par un autre amendement, et aux successions ouvertes à compter de l'entrée en vigueur de la loi.

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011

(n° 3406)

CF-87

Amendement

**présenté par M. Jérôme Cahuzac,
Président**

ARTICLE 3

Au premier alinéa, remplacer le nombre : « dix » par le nombre : « quinze ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement, de repli par rapport à l'amendement qui prévoit la suppression du délai de rappel en matière de donations et de successions, propose de porter celui-ci de six ans actuellement à quinze ans, contre dix dans la rédaction retenue par le projet de loi.

Si, aujourd'hui, les droits de mutation à acquitter lors d'une donation peuvent être réduits jusqu'à 50 % en deçà de 70 ans et jusqu'à 30 % entre 70 et 80 ans, l'article 4 du projet de loi prévoit précisément de supprimer ces avantages. Rappelons d'ailleurs qu'avant 2006, ces réductions s'appliquaient respectivement aux donateurs de moins de 65 ans et de 65 à 75 ans.

Il s'agit, en premier lieu, d'éviter la répétition trop fréquente des donations qui permettent de transmettre en franchise d'impôt des montants très importants, et par conséquent, d'exonérer de toute imposition des transmissions de patrimoines élevés.

Cette mesure devrait également permettre de maintenir une incitation aux donations anticipées : la fixation à quinze ans du délai de reprise en matière de donations et de successions s'inscrit dans cet objectif.

Ces dispositions s'appliqueraient aux donations consenties à compter du 1^{er} mars 2011 (comme le propose par ailleurs un autre amendement) et aux successions ouvertes à compter de l'entrée en vigueur de la loi.

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011

(n° 3406)

CF-28

Amendement

**présenté par M. Jérôme Cahuzac,
Président**

ARTICLE 3

Après l'alinéa 3, insérer un alinéa 4 ainsi rédigé :

« Les dispositions du présent article sont applicables aux donations consenties à compter du 1^{er} mars 2011. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'article 3 propose de porter de six à dix ans le délai de rappel des donations.

Ces dispositions entreraient en vigueur pour les successions ouvertes et les donations consenties à compter de l'entrée en vigueur de la loi.

Or, s'agissant des donations, l'annonce de la mesure est créatrice d'un véritable effet d'aubaine, comme en témoignent les notaires dont l'activité à ce titre s'est trouvée fortement accrue depuis l'annonce de la mesure : afin d'en limiter l'ampleur, le présent amendement propose précisément d'anticiper l'entrée en vigueur de cette disposition pour les donations consenties à compter du 1^{er} mars 2011.

Cette mesure devrait permettre de garantir le rendement d'une mesure qui risquerait, à défaut, de se trouver diminuée par la multiplication actuelle des donations. En outre, la forte augmentation du nombre des donations depuis l'annonce de la mesure montre bien la faiblesse de l'argumentation développée par l'étude d'impact selon laquelle la motivation des donations n'est pas avant tout fiscale.

Par défaut, pour les successions, les nouvelles règles s'appliqueront aux successions ouvertes à compter de l'entrée en vigueur de la loi.

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011

(n°3406)

Amendement

**présenté par M. Gilles Carrez,
Rapporteur général
au nom de la commission des finances,
et M. Louis Giscard d'Estaing**

Article 3

Compléter cet article par les six alinéas suivants :

« III. – Pour l'application du deuxième alinéa de l'article 784 du code général des impôts aux donations passées dans les dix années précédant l'entrée en vigueur de la présente loi, il est appliqué un abattement sur la valeur des biens ayant fait l'objet de la donation, à hauteur de :

- 20 % si la donation est passée depuis plus de six ans et moins de sept ans ;
- 40 % si la donation est passée depuis sept ans et moins de huit ans ;
- 60 % si la donation est passée depuis huit ans et moins de neuf ans ;
- 80 % si la donation est passée depuis neuf ans et moins de dix ans ou depuis dix ans. »

IV. – Dans les articles 730 *ter*, 746, 750 et 750 *bis* A du code général des impôts, le taux : « 1,10 % » est remplacé par le taux : « 2,20 % ». »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement prévoit une entrée progressive dans le mécanisme du rapport fiscal décennal des donations antérieures pour les donations qui ont eu lieu avant l'entrée en vigueur du présent article.

En l'état actuel du droit, la durée du rapport fiscal est de six ans. Les contribuables peuvent avoir prévu une transmission par étape à leurs descendants de leur patrimoine, en se fondant sur ce rapport fiscal sexennal. Le passage brutal à un rapport fiscal décennal serait préjudiciable au déroulement harmonieux des transmissions de patrimoine. En outre, il aura un effet rétroactif sur les donations consenties entre 2001 et 2011 dont le donateur décèdera moins de dix ans après la date de la donation. D'après l'évaluation préalable faite par le Gouvernement, 30 000 successions seraient concernées chaque année, pour un rendement global estimé à 410 millions d'euros, soit un surplus moyen d'imposition de 13 700 euros.

En outre, le passage brutal d'un rapport fiscal de six à dix ans peut avoir des effets sur des droits à acquitter pour la transmission de petits patrimoines, dès lors que la personne décède entre la sixième et la dixième année suivant la donation. Le montant moyen du patrimoine transmis qui serait ainsi taxé est en effet estimé par le Gouvernement à 287 000 euros par succession.

L'amendement propose que, pour les donations effectuées avant l'entrée en vigueur du nouveau délai de rapport fiscal, un abattement partiel, de 20 % chaque année, soit appliqué entre la sixième et la dixième année. Ainsi, une personne ayant effectué une donation en janvier 2006 et qui effectuerait une nouvelle donation au profit du même donataire en février 2012 ne verrait que 80 % de la valeur de sa donation antérieure prise en compte au titre du rapport fiscal.

La mesure proposée est transitoire, ne valant que pour le stock de donations de moins de dix ans à la date d'entrée en vigueur de la nouvelle règle de rapport fiscal. Ainsi, son coût budgétaire est borné dans le temps, car les nouvelles donations n'y seront pas soumises. Ce coût peut être évalué à la moitié du rendement espéré de la mesure les six premières années (soit au maximum environ 200 millions d'euros par an), puis devrait décroître pendant les quatre années suivantes avant de devenir nul.

Afin de ne pas détériorer l'équilibre financier de la réforme de l'ISF, il est proposé de compenser la réduction du rendement de la mesure relative au rapport fiscal en augmentant le taux actuel du droit de partage (droit à acquitter en cas de partage d'actifs ainsi qu'en cas de vente de biens mobiliers ou immobiliers par licitation). Ce taux serait porté de 1,1 % à 2,2 %, ce qui produirait des recettes annuelles de l'ordre de 200 millions d'euros par an. Cette augmentation contribuera à harmoniser les taux appliqués en cas de partage et ceux appliqués en cas d'apports (apports d'immeubles ou de droits immobiliers taxés à 2,2 % en vertu de l'article 683 *bis* du code général des impôts ; apports de fonds de commerce, de clientèle ou de droit de bail taxés à 2,2 % en vertu de l'article 719 du code général des impôts).

ASSEMBLEE NATIONALE

Projet de loi de finances rectificative pour 2011

N°3406

CF-16

AMENDEMENT

présenté par

Louis GISCARD D'ESTAING

Article 3

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

L'article 784 du code général des impôts dans sa rédaction résultant du présent I n'est pas applicable aux donations qui ont été réalisées entre le 28 septembre 2005 et le 11 mai 2011.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le PLFR pour 2011 propose de porter le délai de rappel fiscal de 6 à 10 ans pour les successions ouvertes et les donations consenties à compter de l'entrée en vigueur de la loi. Le présent amendement vise à permettre aux donations consenties entre le dépôt du PLF pour 2006, qui proposait de raccourcir le délai de 10 à 6 ans, et la présentation du PLFR pour 2011 en Conseil des ministres, de bénéficier du délai de reconstitution de l'abattement pour les donations de 6 ans jusqu'à son expiration, afin de **garantir le principe de non rétroactivité en matière fiscale**, et de préserver l'information du contribuable au moment du choix de la donation.

ASSEMBLÉE NATIONALE

CF-98

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011 (N°3406)

AMENDEMENT N°

présenté par Charles de Courson, Philippe Vigier et Nicolas Perruchot

Article 4

Supprimer cet article

Exposé des motifs

L'application des abattements aux droits de mutation permet aujourd'hui d'exonérer une grande partie des transmissions à titre gratuit notamment en vertu de la loi du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (TEPA) qui a trouvé une solution qui fonctionne

La suppression des réductions de droits de donation liées à l'âge du donateur présente le risque de dissuader à l'avenir les donations.

Par conséquent, il est proposé de supprimer le présent article.

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011

(n° 3406)

Amendement

présenté par M. Gilles Carrez,
Rapporteur général
au nom de la commission des finances

Article 4

Substituer au premier alinéa de cet article les trois alinéas suivants :

« I. - L'article 790 du code général des impôts est ainsi rédigé :

« *Art. 790.* - I. Les donations en pleine propriété des parts ou actions d'une société ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale qui réunissent les conditions énumérées à l'article 787 B bénéficient sur les droits liquidés en application des articles 777 et suivants d'une réduction de 50 % lorsque le donateur est âgé de moins de soixante-dix ans.

« II. Les donations en pleine propriété de la totalité ou d'une quote-part indivise de l'ensemble des biens meubles et immeubles, corporels ou incorporels affectés à l'exploitation d'une entreprise individuelle ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale qui réunissent les conditions énumérées à l'article 787 C bénéficient sur les droits liquidés en application des articles 777 et suivants d'une réduction de 50 % lorsque le donateur est âgé de moins de soixante-dix ans. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement a pour objet de maintenir un dispositif de réduction des droits de mutation à titre gratuit pour les donations sous condition d'âge du donateur dans le seul cas où le donateur transmet avant l'âge de 70 ans les titres de son entreprise en pleine propriété, dans le cadre d'un engagement collectif de conservation.

Le dispositif de réduction des droits de donation sous condition d'âge du donateur avait initialement été conçu pour favoriser la transmission des entreprises. Par la suite, la création des engagements collectifs de conservation, permettant d'appliquer un abattement sur la valeur des parts transmises (dans un premier temps à hauteur de 50 %, puis à hauteur de 75 %), a largement contribué à faciliter la reprise des entreprises dans le cadre familial.

Toutefois, il serait regrettable que les nouvelles mesures de rendement proposées pour assurer le financement de la réforme de l'ISF soient préjudiciables à la transmission des

entreprises dans le cadre familial, en ayant pour effet de majorer les droits à acquitter lors de cette transmission.

L'amendement propose par conséquent de maintenir le cumul du dispositif de l'engagement de conservation et du dispositif de réduction de droits sous condition d'âge dans le seul cas où :

- le donateur transmettra avant l'âge de 70 ans les titres de son entreprise ;
- il effectuera une donation en pleine propriété ;
- il effectuera cette transmission dans le cadre d'un engagement collectif de conservation.

Le dispositif est ainsi ciblé sur la seule transmission d'entreprises, ce qui permet de limiter la perte de rendement budgétaire de la mesure, qui ne devrait être que de quelques dizaines de millions d'euros, sur un rendement total chiffré à 290 millions d'euros.

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011

(n° 3406)

Amendement

présenté par M. Gilles Carrez,
Rapporteur général,
au nom de la commission des finances

Article additionnel

APRÈS L'ARTICLE 4, insérer l'article suivant :

« I. – Après le mot : « représentants », la fin de l'article 635 A du code général des impôts est ainsi rédigée :

« - dans le délai d'un mois qui suit la date à laquelle le donataire a révélé ce don à l'administration fiscale, ou, sur option du donataire lors de la révélation du don, dans le délai d'un mois qui suit la date du décès du donateur ;

« - dans le délai d'un mois qui suit la date à laquelle ce don a été révélé, lorsque cette révélation est la conséquence d'une réponse à une demande de l'administration ou d'une procédure de contrôle fiscal.

« II. – Dans le premier alinéa de l'article 757 du code général des impôts, les mots : « au droit de donation » sont remplacés par les mots et la phrase : « aux droits de mutation à titre gratuit. Ces droits sont calculés sur la valeur du don manuel au jour de sa déclaration ou de son enregistrement, ou sur sa valeur initiale si celle-ci est supérieure. ».

« III. – Les dispositions du II s'appliquent aux dons manuels consentis à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement a pour objet de clarifier le régime de révélation des dons manuels et d'acquittement des droits de mutation à titre gratuit afférents à ces dons et d'inciter à une révélation précoce de ces dons.

L'amendement prévoit que la révélation d'un don manuel laisse au donataire une latitude pour acquitter les droits, soit dans le mois suivant la révélation, soit dans le mois suivant le décès du donataire. En revanche, dans l'hypothèse où le don ne serait pas révélé spontanément, les droits devraient obligatoirement être acquittés au plus tard dans le mois suivant la révélation du don.

Dans le même temps, l'amendement instaure une règle d'évaluation du don manuel à sa valeur au jour de la déclaration ou de l'enregistrement (ou, à défaut, à sa valeur initiale).

Cet amendement devrait ainsi permettre de répondre au problème des dons manuels effectués en faveur d'une personne qui n'est pas appelée à la succession du donateur (par exemple les petits-enfants si les enfants sont encore en vie) et qui ne sont parfois jamais révélés.

Cet amendement permet également de corriger l'évaluation des dons manuels révélés, en pénalisant d'un point de vue fiscal les révélations tardives du don. Toutefois, afin d'éviter une rétroactivité fiscale pénalisant trop sévèrement les bénéficiaires de dons manuels antérieurs à l'entrée en vigueur de la loi et qui n'auraient jamais été révélés, il est proposé de réserver cette nouvelle règle de calcul aux seuls dons consentis à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

AMENDEMENT

CF-71

Présenté par
MM. Jean-Claude SANDRIER, Jean-Pierre BRARD,

Après article ~~2~~ 4

Au 1er alinéa du I de l'article 779 du Code général des impôts, le montant « 156 974 euros » est remplacé par le montant « 56 974 euros ».

Exposé des motifs

Les auteurs souhaitent avec cet amendement revenir sur l'une des mesures les plus contestable de la réforme de la fiscalité du patrimoine intervenue en 1007, à savoir le triplement de l'abattement sur les droits de mutation en ligne directe qui n'intéresse en réalité qu'une poignée de contribuables très aisés. Ils proposent de ne maintenir cet abattement de plus de 150000 euros que pour les seuls héritiers, légataires ou donataires incapables de travailler dans des conditions normales en raison d'une infirmité physique ou mentale.

ASSEMBLÉE NATIONALE

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011

N°3406

CF-Lo

AMENDEMENT

Présenté par Isabelle VASSEUR

ARTICLE ADDITIONNEL

Déplafonnement de l'abattement applicable aux biens ruraux loués par bail à long terme, en matière de droit de mutation à titre gratuit.

4

Après l'article ~~1~~ insérer l'article suivant :

I – Les alinéas 2 et 3 de l'article 793 bis du CGI sont supprimés.

II – Les pertes de recettes ~~résultant des I, II et III~~ ^{pour l'Etat} sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575A du Code général des impôts.

Exposé des motifs

L'allègement de l'ISF résultant du présent projet de loi est principalement compensé par un alourdissement des droits de mutation à titre gratuit.

Cette évolution préjudicie à la transmission familiale des exploitations agricoles. Le patrimoine composant ces entreprises se situe généralement hors du champ de l'ISF puisqu'il s'agit de biens professionnels, alors que leur transmission à titre gratuit est soumise aux droits de mutation.

Les dispositifs favorables à la transmission des entreprises (articles 787 B et 787 C du CGI) instituant une exonération de 75 % sur la valeur taxable des biens professionnels s'appliquent rarement au capital foncier qui est généralement détenu en dehors du bilan de l'exploitation et loué, par bail rural à long terme, à cette exploitation.

CF Lo suite

La valeur de ce capital foncier est considérable, et malgré leur affectation professionnelle évidente, les biens ruraux loués par bail à long terme ne bénéficient d'une exonération de 75 %, lors de leur transmission à titre gratuit, que dans la limite de 101 897 €. Au-delà de cette limite, l'exonération est ramenée à 50%.

En raison de la hausse importante du prix du foncier rural dans certains secteurs, la limite de 100 000 € est très vite atteinte.

Dans le but de ne pas pénaliser trop lourdement la transmission à titre gratuit des exploitations agricoles, nécessairement impactée par les mesures générales envisagées dans le présent projet de loi (suppression de la réduction de droit pour les donations consenties avant 70 ans, allongement à dix ans du délai de rapport fiscal), il est proposé d'aligner le régime applicable aux biens ruraux loués à long terme sur ceux applicables aux transmissions d'entreprises. A l'instar de ces derniers, l'exonération de 75 % serait applicable sans plafonnement.

Projet de loi de finances rectificative pour 2011

N° 3406

Commission	
Gouvernement	

CF-37

Présenté par Jean-Marie BINETRUY

ARTICLE ADDITIONNEL

4

Après l'article 49, insérer l'article suivant

I – Les alinéas 2 et 3 de l'article 793 bis du CGI sont supprimés.

II – Les pertes de recettes ^{pour l'Etat} ~~résultant des I, II et III~~ sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575A du Code général des impôts.

Exposé des motifs

L'allègement de l'ISF résultant du présent projet de loi est principalement compensé par un alourdissement des droits de mutation à titre gratuit.

Cette évolution préjudicie à la transmission familiale des exploitations agricoles. Le patrimoine composant ces entreprises se situe généralement hors du champ de l'ISF puisqu'il s'agit de biens professionnels, alors que leur transmission à titre gratuit est soumise aux droits de mutation.

Les dispositifs favorables à la transmission des entreprises (articles 787 B et 787 C du CGI) instituant une exonération de 75 % sur la valeur taxable des biens professionnels s'appliquent rarement au capital foncier qui est généralement détenu en dehors du bilan de l'exploitation et loué, par bail rural à long terme, à cette exploitation.

La valeur de ce capital foncier est considérable, et malgré leur affectation professionnelle évidente, les biens ruraux loués par bail à long terme ne bénéficient d'une exonération de 75 %, lors de leur transmission à titre gratuit, que dans la limite de 101 897 €. Au-delà de cette limite, l'exonération est ramenée à 50%.

En raison de la hausse importante du prix du foncier rural dans certains secteurs, la limite de 100 000 € est très vite atteinte.

Dans le but de ne pas pénaliser trop lourdement la transmission à titre gratuit des exploitations agricoles, nécessairement impactée par les mesures générales envisagées dans le présent projet de loi (suppression de la réduction de droit pour les donations consenties avant 70 ans, allongement à dix ans du délai de rapport fiscal), il est proposé d'aligner le régime applicable aux biens ruraux loués à long terme sur ceux applicables aux transmissions d'entreprises. A l'instar de ces derniers, l'exonération de 75 % serait applicable sans plafonnement.

ASSEMBLÉE NATIONALE

CF 91

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011 (N°3406)

AMENDEMENT N°
présenté par Charles de Courson

ARTICLE ADDITIONNEL
Après l'Article 4, insérer l'article suivant :

I- ~~Les alinéas 2 et 3 de l'article 793 bis sont supprimés.~~

Les alinéas 2 et 3 de l'article 793 bis sont supprimés.

II- La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par l'instauration d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Exposé des motifs

L'allègement de l'ISF résultant du présent projet de loi est principalement compensé par un alourdissement des droits de mutation à titre gratuit.

Cette évolution préjudicie à la transmission familiale des exploitations agricoles. Le patrimoine composant ces entreprises se situe généralement hors du champ de l'ISF puisqu'il s'agit de biens professionnels, alors que leur transmission à titre gratuit est soumise aux droits de mutation.

Les dispositifs favorables à la transmission des entreprises (articles 787 B et 787 C du CGI) instituant une exonération de 75 % sur la valeur taxable des biens professionnels s'appliquent rarement au capital foncier qui est généralement détenu en dehors du bilan de l'exploitation et loué, par bail rural à long terme, à cette exploitation.

La valeur de ce capital foncier est considérable, et malgré leur affectation professionnelle évidente, les biens ruraux loués par bail à long terme ne bénéficient d'une exonération de 75 %, lors de leur transmission à titre gratuit, que dans la limite de 101 897 €. Au-delà de cette limite, l'exonération est ramenée à 50%.

En raison de la hausse importante du prix du foncier rural dans certains secteurs, la limite de 100 000 € est très vite atteinte.

Dans le but de ne pas pénaliser trop lourdement la transmission à titre gratuit des exploitations agricoles, nécessairement impactée par les mesures générales envisagées dans le présent projet de loi (suppression de la réduction de droit pour les donations consenties avant 70 ans, allongement à dix ans du délai de rapport fiscal), il est proposé d'aligner le régime applicable aux biens ruraux loués à long terme sur ceux applicables aux transmissions d'entreprises. A l'instar de ces derniers, l'exonération de 75 % serait applicable sans plafonnement.

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011

(n° 3406)

Amendement

présenté par M. Gilles Carrez,
Rapporteur général,
au nom de la commission des finances,
et M. Olivier Carré

Article additionnel

APRÈS L'ARTICLE 4, insérer l'article suivant :

« I. - L'article 990 I du code général des impôts est ainsi modifié :

« 1° Dans le premier alinéa du I, le taux : « 20 % » est remplacé par le taux : « 25 % » ;

« 2° Le I est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Le bénéficiaire est assujéti au prélèvement visé au premier alinéa dès lors qu'il a, au moment du décès, son domicile fiscal en France au sens de l'article 4 B et qu'il l'a eu pendant au moins six années au cours des dix années précédant le décès, ou dès lors que l'assuré a, au moment du décès, son domicile fiscal en France au sens de l'article 4 B.

« En cas de démembrement de la clause bénéficiaire, le nu-propriétaire et l'usufruitier sont considérés, pour l'application du présent article, comme bénéficiaires au prorata de la part leur revenant dans les sommes, rentes ou valeurs versées par l'organisme d'assurance, déterminée selon le barème prévu à l'article 669. L'abattement prévu au premier alinéa est réparti entre les personnes concernées dans les mêmes proportions. »

« III. - Le I s'applique aux sommes, rentes ou valeurs versées à raison des décès intervenus à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement a pour objet de porter le taux de taxation des sommes figurant sur un contrat d'assurance-vie en cas de décès de 20 % à 25 %, ce nouveau taux étant applicable à tout contrat dénoué après l'entrée en vigueur du présent projet de loi. Il convient de rappeler que ce taux de prélèvement forfaitaire applicable aux contrats pour lesquels l'assuré a effectué des versements avant l'âge de 70 ans intervient après un abattement de 152 500 euros par bénéficiaire.

Dans le même temps, le présent amendement permet de mettre fin à différents angles morts dans la taxation de l'assurance-vie au décès :

- l'exonération des contrats souscrits par un résident fiscal étranger au moment de la souscription, alors que cette exonération n'est fondée que si l'assuré ou le bénéficiaire n'a pas son domicile fiscal en France lors du décès de l'assuré (à l'instar des règles de territorialité applicables en matière de transmission d'actifs financiers) ;

- la taxation de la seule part revenant à l'usufruitier en cas de démembrement de la clause bénéficiaire (alors que dans le cadre des droits de succession, le nue-propiétaire est taxé au même titre que l'usufruitier, chacun pour sa part respective).

La suppression de ces deux angles morts permettrait par ailleurs d'harmoniser le traitement fiscal de la fraction des contrats d'assurance-vie pour laquelle des versements ont été effectués après 70 ans (assujettis aux droits de succession en vertu de l'article 757 B du code général des impôts) et des autres contrats d'assurance-vie, ou fractions de contrat, bénéficiant des dispositions l'article 990 I du code général des impôts.

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011

(n° 3406)

CF-83

Amendement

**présenté par M. Jérôme Cahuzac,
Président**

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE ~~7~~, insérer l'article suivant :

4

L'article 990 I du code général des impôts est ainsi modifié :

« I.- Au premier alinéa du I., les mots : « sont assujetties à un prélèvement de 20 % » sont remplacés par les mots : « donnent ouverture aux droits de mutation par décès suivant le degré de parenté existant entre le bénéficiaire à titre gratuit et l'assuré ».

« II.- Les deuxième et troisième alinéas du I. et le II. sont remplacés par l'alinéa suivant :

« Les conditions d'application du présent article et notamment les obligations concernant les informations à fournir par les contribuables et les assureurs sont déterminées par décret en Conseil d'État. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement a pour objet de soumettre au barème de droit commun des droits de mutation à titre gratuit (DMTG) les sommes versées à un bénéficiaire au titre de contrats d'assurance-vie, à l'occasion d'une succession.

Celles-ci sont actuellement soumises à un prélèvement spécifique de 20 % après application d'un abattement de 152 500 euros.

Pour des raisons d'équité, il est donc proposé de réintégrer ces sommes dans le barème, progressif, des droits de mutation.

En conséquence, les obligations d'information pesant sur les assureurs et les contribuables bénéficiaires de ces sommes seront alignées sur celles qui s'imposent déjà à eux au titre des sommes versées sur les contrats d'assurance-vie par des bénéficiaires de plus de 70 ans, qui sont d'ores et déjà soumises au barème des DMTG (article 757 B du code général des impôts).

Amendement

Présenté par

CF-130

M. Muet, M. Sapin, M. Emmanuelli, Mme Filippetti, M. Cahuzac, M. Eckert, M. Balligand, M. Baert, M. Bartolone, M. Launay, M. Nayrou, M. Carcenac, M. Goua, M. Idiart, M. Claeys, M. Jean-Louis Dumont, M. Bourguignon, M. Hollande, M. Moscovici, M. Lurel, M. Habib, M. Vergnier, M. Lemasle, M. Rodet, Mme Girardin

ARTICLE ADDITIONNEL

Après l'article 4, ajouter l'article suivant :

4

I. – À la fin du premier alinéa du I de l'article 990 I du code général des impôts, le montant : « 152 500 euros » est remplacé par le montant : « 100 000 euros ».

II. – Cette disposition est applicable aux contrats conclus depuis 1^{er} juin 2011.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Une grande partie des transmissions s'effectuent aujourd'hui au travers de l'assurance-vie, qui permet de léguer jusqu'à 152 500 euros en franchise de droit.

L'abattement de 152 500 euros, au-delà duquel s'applique une taxation de 20 % est accordée à chacun des bénéficiaires.

Les droits de succession en ligne directe ont été quasiment supprimés dans le cadre du « paquet fiscal » voté à l'été 2007.

Pour éviter que les avantages fiscaux au bénéfice des plus aisés ne conduisent à une totale défiscalisation de toutes les successions, il est proposé de limiter la possibilité de transmission d'un patrimoine en exonération totale de droits au travers de l'assurance-vie à un montant comparable à celui retenu par le gouvernement pour les successions proprement dites, soit 100 000 euros.

ASSEMBLEE NATIONALE

(1ère partie)

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011

Amendement

présenté par Olivier CARRE

CF-120

ARTICLE ADDITIONNEL

APRES L'ARTICLE 4, insérer L'article suivant :

4

I – Le I de l'article 990 I du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« En cas de démembrement de la clause bénéficiaire, le nu-proprétaire et l'usufruitier sont considérés, pour l'application du présent article, comme bénéficiaires au prorata de la part leur revenant dans les sommes, rentes ou valeurs versées par l'organisme d'assurance, déterminée selon le barème prévu à l'article 669. L'abattement prévu au premier alinéa est réparti entre les personnes concernées dans les mêmes proportions. »

II – Le I s'applique aux sommes, rentes ou valeurs versées à raison des décès intervenus à compter de la publication de la présente loi.

EXPOSE SOMMAIRE

La fiscalité de l'assurance-vie permet au souscripteur de transférer un patrimoine en franchise de droits, et cela sans limitation de montant, d'une part au profit de son conjoint survivant (ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité (PACS)), d'autre part au profit par exemple de ses enfants, en recourant au démembrement de la clause bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie.

En effet, seul le bénéficiaire en usufruit est actuellement redevable du prélèvement spécial de 20 % prévu à l'article 990 I du code général des impôts (CGI) lorsqu'il est le bénéficiaire exclusif du capital décès. Or, lorsqu'il s'agit du conjoint survivant ou du partenaire lié au défunt par un PACS, l'usufruitier est exonéré de ce prélèvement, d'une part et, d'autre part, au décès de l'usufruitier, les nus-proprétaires reçoivent leur créance en franchise de droits.

Afin de supprimer cette faculté d'optimisation fiscale, il est proposé que la taxation au prélèvement de 20 % des sommes, rentes ou valeurs versées au décès de l'assuré soit répartie entre le nu-proprétaire et l'usufruitier en faisant application du barème d'évaluation de l'usufruit et de la nue-proprété prévu à l'article 669 du CGI. L'abattement de 152 500 € par bénéficiaire, au-delà duquel le prélèvement est applicable serait réparti selon les mêmes modalités.

Le bénéficiaire demeurerait exonéré pour la part lui revenant, lorsqu'il s'agit du conjoint survivant ou du partenaire du défunt.

Cet amendement permettrait par ailleurs d'harmoniser le traitement fiscal des clauses bénéficiaires démembrées des contrats d'assurance-vie résultant des articles 757 B (droits de succession) et 990 I du CGI (prélèvement *sui generis* de 20 %). En effet, pour les contrats d'assurance-vie entrant dans le champ d'application des droits de succession, qui s'appliquent aux contrats souscrits depuis le 20 novembre 1991 et pour la fraction des primes versées par l'assuré après l'âge de 70 ans, l'abattement de 30 500 € est réparti entre l'usufruitier et le nu-proprétaire lorsque la clause bénéficiaire est démembrée, dans les proportions déterminées selon le barème prévu à l'article 669 du CGI.

ASSEMBLEE NATIONALE

CF-57

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011

N° 3406

AMENDEMENT

présenté par
M. Michel BOUVARD
Député de la Savoie

ARTICLE ADDITIONNEL

APRES L'ARTICLE ~~46~~ 4*code général des impôts*

Au deuxième alinéa de l'article 1716 bis du ~~Code~~, supprimer les mots « donné dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

En matière de dation, des « commissions relatives à la procédure de dation » sont chargées d'émettre un avis sur l'intérêt et la valeur libératoire du ~~don~~ avis sur lequel se fonde le ministre pour octroyer ou refuser l'agrément de la dation. Il existe une commission par type de bien susceptible de faire l'objet d'une dation : œuvres d'art, immeuble situé dans les zones d'intervention du Conservatoire du littoral, immeuble incorporable au domaine forestier de l'Etat, titres de sociétés cotées destinés à financer un projet de recherche.

Pour simplifier le système, le Gouvernement a engagé depuis 2009 la suppression de trois de ces commissions, suppression qui « nécessite au préalable la modification par la loi de l'article 1716 bis du Code Général des Impôts » (jaune PLF 2011 Commissions et instances consultatives ou délibératives placées directement auprès du Premier Ministre ou des ministres).

C'est cette modification que propose le présent article.

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2011
(1ère partie)

AMENDEMENT

CF 108

présenté par
M. Olivier CARRÉ

ARTICLE ADDITIONNEL

APRES L'ARTICLE ⁴ ~~6~~, insérer l'article suivant :

I.- A l'article L. 214-84-2 du code monétaire et financier, les mots « de cinq ans, à compter de l'homologation des dispositions du règlement général de l'Autorité des marchés financiers relatives aux organismes de placement collectif immobilier, pour tenir l'assemblée » sont remplacés par les mots : « expirant le 30 juin 2013 pour tenir une assemblée ».

II.- Le C de l'article 28 de la loi 2005-1720 du 31 décembre 2005 est modifié comme suit :

Au I, les mots « réalisée dans les conditions mentionnées à l'article L. 214-84-2 du code monétaire et financier » sont remplacés par les mots « décidée dans les conditions mentionnées à l'article L. 214-84-2 du code monétaire et financier, à condition que la transformation soit réalisée au plus tard le 30 juin 2014 » ;

Au II, les mots « dans les conditions mentionnées à l'article L. 214-84-2 du code monétaire et financier » sont remplacés par les mots : « mentionnée à l'article L. 214-84-2 du code monétaire et financier, à condition que ces opérations interviennent dans le délai mentionné au I » ;

Au IV, les mots « de la transformation des sociétés civiles de placement immobilier en organismes de placement collectif immobilier, intervenant dans le délai visé à l'article L. 214-84-2 du code monétaire et financier, » sont remplacés par les mots : « des opérations mentionnées aux I et II » ;

Au dernier alinéa du V, les mots « dans les conditions mentionnées à l'article L. 214-84-2 du code monétaire et financier » sont remplacés par les mots : « aux opérations réalisées dans le délai mentionné au I ».

III.- Au 2. de l'article 828 bis du code général des impôts, les mots « intervenant dans le délai visé à l'article L. 214-84-2 du code monétaire et financier » sont remplacés par les mots : « décidées dans les conditions mentionnées à l'article L. 214-84-2 du code monétaire et financier, à condition qu'elles soient réalisées au plus tard le 30 juin 2014 ».

II : les pertes de recette pour l'Etat sont compensées à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

EXPOSE SOMMAIRE

L'ordonnance n°2005-1278 du 13 octobre 2005 a créé le régime des OPCl, offrant un nouveau cadre juridique aux deux produits d'épargne immobilière que sont les SCPI et les SIIC. Ce produit, proche dans sa finalité d'un OPCVM, est aujourd'hui peu utilisé par l'épargne publique, alors qu'il offre des caractéristiques très adaptées au monde de la gestion d'actifs. Une des raisons, vient de la mise au point du cadre réglementaire, réellement opérationnel depuis 2010 soit trois ans après l'homologation du dispositif par l'AMF.

La loi avait prévu que les SCPI bénéficient d'une exonération fiscale liée à toutes les charges incombant à leur transformation en OPCl durant les cinq ans suivant l'homologation du règlement, soit jusqu'en début 2012. Dans la pratique, peu de SCPI ont eu le temps de se transformer ou de fusionner du fait de l'attente de dispositifs complémentaires qui ne sont intervenus qu'en 2010.

Aussi, cet amendement rallonge le délai qui était initialement prévu d'une durée équivalente au temps perdu et qui a été nécessaire à la mise au point réglementaire des OPCl.